

# ONU-Mali : Jean-Pierre Lacroix salue la convergence de vues sur les objectifs et priorités

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

MARDI 06 DECEMBRE 2022

# 1239

# Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



## Affaire des 46 militaires ivoiriens

# Ni ultimatum ni menace



... **Youssouf Bathily** : Les opérateurs économiques menacent de paralyser le Mali



**Dossier militaires ivoiriens** : Faure Gnassingbé attendu à Bamako



# COVID 19

## CORONA VIRUS

PROTEGEONS NOUS ET PROTEGEONS LES AUTRES

Suivi des actions de prévention et de riposte au

**05** Nov.  
2022

## RESPECTONS LES MESURES BARRIÈRES



Porter le masque quand la distance de sécurité ne peut être respectée



Se laver les mains régulièrement



Tousser ou éternuer dans le coude



Respecter la distance de sécurité



Utiliser le gel hydro-alcoolique pour vous désinfecter les mains



Eviter de se serrer les mains



Eviter de se toucher le visage : la bouche, les yeux ou le nez

Echantillons testés

**245**

Nouveaux cas confirmés

**00**

Nouveaux guéris

**02**

Nouveaux décès

**00**

Au cours des dernières 24 H

### VACCINATION

**621 774** Vaccinations incomplètes

**2 495 191** Vaccinations complètes

### Bilan global de la situation du Covid 19

**cas confirmés**

**32 760**

**Guéris**

**31 943**

**Décès**

**742**

dont 00 fait l'objet d'un suivi médical



**MALIKILÉ**

Sensibilisation

Ministère de la Santé et du Développement Social

**AVIS : Pour des raisons techniques indépendantistes de notre volonté, le numéro 1239 du 07 décembre 2022 a été publié avec un retard. La rédaction de votre quotidien digital vous présente ses excuses pour les désagréments causés et vous remercie pour votre fidélité.**

P.13



P.17



P.22



## / Une /

Affaire des 46 militaires ivoiriens : Ni ultimatum ni menace

P.5

## / Brèves /

Rencontre publique "the party" au mandat : La promotion de la démocratie et la bonne gouvernance

P.11

Pétrole, sécurité, éducation : Ce que le Niger veut voir financé à paris

P.11

Grève des magistrats : Les raisons de la suspension

P.12

Au retour de Dakar : Un bus attaqué, les passagers dépouillés, entre Didiéni et Kolokani

P.12

Guterres sur la lutte contre le terrorisme : « Des opérations africaines sous chapitre vii de l'ONU sont essentielles »

P.13

Décès de l'ancien Président chinois, JIANG Zemin : Le message de condoléance du ministre Diop

P.13

Diplomatie : Moussa Sy, nouvel ambassadeur du Mali en Tunisie

P.14

Dossier militaires ivoiriens : Faure Gnassingbé attendu à Bamako

P.14

## / Actualité /

Incarcération du président Youssouf Bathily : Les opérateurs économiques menacent de paralyser le Mali.

P.16

MINUSMA : Former les opérateurs maliens aux normes standards des Nations Unies

P.17

16 Jours d'activisme : Les femmes et les filles détenues du Centre de Bolé s'engagent à lutter contre toute forme de violences

P.18

À Tessalit et Aguelhok : La MINUSMA échange à bâtons rompus avec les populations qu'elle soutient

P.20

## / Politique /

ONU-Mali : Jean-Pierre Lacroix salue la convergence de vues sur les objectifs et priorités

P.22

Lutte contre la corruption : La stratégie nationale validée par les experts

P.23

Mali : Le budget 2023 et ses déficits abyssaux ne passent pas !

P.25

## / Culture & société /

Festival vivre ensemble Tombouctou : La 7ème édition prévue du 12 au 18 décembre 2022 dans la cité des 333 saints

P.26

## / International /

CPI : Les États parties auscultent le fonctionnement de la Cour

P.27

Guerre en Ukraine : Un général us de haut rang exhorte à la diplomatie, mais les conseillers de Biden résistent

P.28

Politique nationale en Côte d'Ivoire : Le RHDP d'Adzopé annonce une journée d'hommage au président Ouattara le 10 décembre 2022

P.30

## / Sport /

Samuel Eto'o : Coup de pied arrêté sur youtubeur

P.31

## Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

**Siège :** Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)

**Email :** ampikile@gmail.com

**Site Web :** www.malikile.com

**Contacts :** +223 70 44 22 23

• **Gérant :** Moctar Sow

• **Redacteur en Chef :** .....

• **Rédaction Générale :** Moctar Sow, Karamako B. KEITA, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick wogo, Maffenin Diarra, Bokoum Abdoul Momini, Binadja Doumbia, Samba Moussa LY journaliste correspondant à Dakar

• **Service Commercial :** Youssouf Diarra

• **Secrétariat :** Fatou SISSOKO

# Madouwa Prestige

## Organic Herbal Teas



Tisane Madouwa

SCAN FOR INFO



**Pour Femme / For Women**

### Tisane Damou

Lutte contre la sècheresse vaginale, infections urinaires donne une odeur fraiche / Revered by African Community for reducing urinary track infections, promoting natural vaginal moisture and neutralizing undesirable oders.

**Ingredients:** Nep nep & gongoli, gloue de gerofle, et plante secrète / nep nep & gongoli, cloves, miscellaneous herbs native to Mali, Africa.



20 tea bags / 100% natural

New York - USA : +1347 538 6505 / Mali - Africa : +223 95 36 37 22

Email : madouwa2019@gmail.com - Site : madouwaprestige.com

# Affaire des 46 militaires ivoiriens

## Ni ultimatum ni menace



**A** lors que des médias ont annoncé un ultimatum et une menace de sanctions de sa part contre le Mali dans l'affaire des 46 militaires ivoiriens en détention à Bamako depuis juillet dernier, l'organisation sous régionale, la CEDEAO, a été plutôt courtoise dans son communiqué final du sommet ordinaire d'Abuja.

### Fausse annonce ?

« Les chefs des États membres de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (Cédéao) ou leurs représentants se sont réunis en sommet avec à l'agenda le sort de ces soldats, source d'une grave crise entre le Mali et la Côte d'Ivoire, deux pays membres, mais aussi les suites des coups d'État qui ont

agité la région depuis deux ans au Mali, en Guinée et au Burkina Faso », ont écrit nos confrères de l'AFP. Selon ce médias, le président de la commission de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao) avait déclaré aux journalistes : « Nous demandons aux autorités maliennes au plus tard au 1er janvier 2023 la libération des soldats ivoiriens ». La CEDEAO veut imposer le respect de sa décision par Bamako. Why ? Elle menace d'infliger des sanctions contre le Mali si les choses ne se passaient comme elle le souhaite. « A défaut, la Cédéao prendra des sanctions », a dit un diplomate ouest-africain à un correspondant de l'AFP sous le couvert de l'anonymat. M. Touray a également déclaré que la Cédéao se réservait d'agir si les soldats ne recouvraient pas la liberté avant le 1er janvier

», a indiqué l'AFP.

Cette information, reprise dans beaucoup de médias africains, a suscité la colère des Maliens. Même si le gouvernement n'a pas réagi, car le communiqué final ne l'a pas dit, des citoyens se sont attaqués à l'organisation sous régionale. Ils ont accusé la CEDEAO d'impartialité dans la gestion de ce dossier. Certains qui trouvaient même que Bamako devait libérer ces 46 militaires au nom de la réconciliation et du vivre ensemble entre les populations maliennes et ivoiriennes, se sont fâchés après avoir appris que la CEDEAO a ordonné à Bamako la libération de ces militaires.

### Ni ultimatum ni menace

Contrairement à ce qui a été dit dans les médias, la CEDEAO ne lance ni ultimatum ni menace contre le Mali dans son communiqué final dont nous détenons une copie. Elle a même été plus courtoise cette fois que lors de son avant dernier sommet tenu aux États-Unis. « La Conférence rappelle et salue les différents efforts diplomatiques déployés par la CEDEAO et ses États membres ainsi que par les Nations Unies pour obtenir la libération des 46 soldats ivoiriens détenus au Mali. Par ailleurs, la Conférence appelle les autorités maliennes à répondre positivement aux différents appels à la libération desdits soldats », a précisé le communiqué final. Les médias ont-ils inventé l'histoire d'ultimatum et de la menace ? Ou la CEDEAO, après avoir constaté les conséquences d'une telle décision, est revenue en de bons sentiments ? Seuls les chefs d'État ont la réponse à ces questions. Mais ce qui est important, c'est que ce communiqué final est un espoir pour la libération de ces militaires. Bamako qui se serait radicalisé si la CEDEAO avait lancé un ultimatum et proféré une menace, pourrait se réjouir du respect à son endroit et pourrait accélérer la libération de ces militaires ivoiriens.

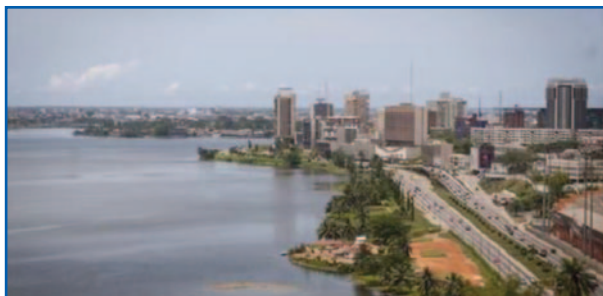
Anguimé Ansama



## ■ Financial Afrik



L'Etat de Côte d'Ivoire a levé ce 5 décembre 2022 sur le marché financier de l'Union monétaire ouest africaine (UMOA) un montant de 33 milliards de FCFA (52,800 millions de dollars) au terme de son émission simultanée de bons de soutien et de résilience (BSR) de maturité 364 jours (de durée résiduelle 126 jours), de BSR de 364 jours et d'obligations de relance (ODR)  
#Cotedivoire #Umoa



## ■ Madiboye Sissoko



Pour parler et net : la Côte d'Ivoire est dans un schéma d'instrumentalisation de CEDEAO voire l'OTAN pour nous attaquer militairement. Nous devons être proactifs pour envisager ce scénario.



## ■ Kassoum Thera



A retenir aussi que le Maroc est la première équipe africaine à terminer à la tête d'une poule de la coupe du monde

## ■ Casimir Sangala



Paris : le Niger cherche 19 650 milliards FCFA auprès des bailleurs de fonds pour soutenir son plan de développement.

Il faut un plan Marshall pour notre Presse privée, pilier essentiel de la démocratie, de la transparence de la vie publique et des réformes.

## ■ Les Comédiens Internationaux%



Le youtubeur Algérien qui a provoqué Samuel Eto'o risque deux ans d'emprisonnement et une amende allant jusqu'à 2800 dollars.

La loi au Qatar interdit la prise de photos ou vidéos dans les lieux publics avec pour objectif d'offenser ou dénigrer.

Pour agression verbale à l'endroit d'un ambassadeur FIFA pour la coupe du monde, le youtubeur Algérien qui a provoqué Samuel Eto'o vient de recevoir l'interdiction de la FIFA de se tenir hors des stades où se joue la compétition mondiale.

Kevin's Smith



## ■ Nia Dialla Keita



URGENT - CdM Qatar 2022 : le Maroc élimine l'Espagne et se qualifie pour les quarts de finale

## ■ Issa Kaba



L'erreur du Sénégal à été de faire jeu égal avec l'Angleterre, le coach marocain a tiré les leçons.

Il faut juste comprendre que c'est la visibilité que les artistes vendent maintenant, les opérateurs économiques donnent la PUB en fonction du nombre d'abonné.

## ■ Salif Diallo



Autorités de la transition, faites tout pour être en phase avec les enseignants du Mali à travers la synergie.

## ■ Kassim Traoré



#Affaires\_Mercenaires\_Ivoiriens: Contrairement à certaines informations publiées sur les réseaux sociaux. Dans le communiqué final de la CEDEAO, il n'y a ni ultimatum ni menace de sanction contre le Mali. Que des ragots !!!

## ■ Ibrahima Boubacar Yoro Maiga



La commune de Kondi dans le Cercle de DIRE, vient d'être touchée par la crue. Depuis hier les populations de cette commune ne dorment plus. Le Cercle de DIRE demande assistance, les plus hautes autorités n'ont toujours pas réagit. Je vous rappelle que plusieurs familles ont déjà abandonné leurs habitations. La jeunesse du cercle de DIRE à Bamako est conviée le vendredi 9 décembre 2022 à 15h au palais de la culture. Ensemble nous réussissons



## ■ Iba One



L'homme n'est rien sans l'homme. On vient entre les mains des gens et on repart entre leurs mains. Suite à ma décision de mettre un terme à ma carrière, j'ai fait des mécontents, j'en suis convaincu, j'ai même blessé certains, c'est aussi un fait mais il fallait exprimer ce que je

ressentais. J'ai reçu des tonnes de messages venant de partout chose qui m'a beaucoup touché.

Pour la culture urbaine en particulier, la culture Africaine en général, pour ces millions de Gladias à travers le monde, j'ai décidé de revenir sur ma décision. Ensemble, nous continuerons à hisser les couleurs Africaines à l'échelle internationale.

Toutes mes excuses pour ces moments de désagréments causés par ce geste.

Les Gladias, vous êtes ma force au quotidien, vous êtes ma famille. #TeamGladia



## ■ Seydou Oumar Traoré



Je suggère à l'état de renforcer la Sécurité de Sekou Allaye Boly et sa famille après ses vérités à des frères peuls. Il s'est très exposé en s'engageant pour le Mali au détriment de certains milieux terroristes peuls connus.

## ■ Ambassade de France au Mali



A banna ! Bulaw be kaari de finali la !

La France se qualifie pour les 1/4 de finale, en battant la Pologne par 3 buts à 1. Une rencontre de belle facture avec un doublé de Kylian Mbappé et une passe décisive d'Ousmane Dembélé.

Les Bleus affronteront UK in Mali au prochain tour !



## USAID Mali



Feed the Future Sene Yiriwa de USAID Mali vient d'achever la distribution de sacs hermetiques PICS (Perdue Improved Crop Storage) aux producteurs de céréales et de niébé. En un mois, 9 320 producteurs dont 3 280 femmes ont reçu 46 600 sacs PICS dans les régions de #Mopti et #Tombouctou.

"Je tiens à exprimer ma joie, qui est partagée par tous les membres de l'Union. Ces sacs contribueront à réduire considérablement les dépenses liées au coût de stockage de la récolte de cette année", explique Amadou M. Togo, Président de l'Union Amakéné de Tendely, une organisation de producteurs dans le cercle de Koro.

Pour rappel, les sacs PICS permettent de réduire les pertes après récoltes, d'améliorer la sécurité alimentaire et les revenus des agriculteurs. Les producteurs peuvent, en outre, stocker des aliments sains et sans pesticides pour leur famille et pourraient même avoir des excédents plus élevés, ce qui contribue à améliorer la sécurité alimentaire.

Grâce à USAID Mali, cet appui d'urgence a pu bénéficier aux organisations de producteurs des cercles de Koro, Bankass, Youwarou et Mopti dans la région de #Mopti et des cercles de Diré, Niafunké et Tombouctou dans la région de #Tombouctou. DevWorks International



## Larmes des pauvres



#Mali -- Gao soixante-dix (70) civils réputés proches de l'#EIGS ont été exécutés ce 4 décembre par les combattants du #JNIM à #Attolote dans le cercle d'#Ansongo selon @Idarfa.

@PresidenceMali  
@GoitaAssimi  
@FAMa\_DIRPA  
@UN\_MINUSMA

Selon l'analyste politique Faly datou Diarra, le régime transitoire tant réclamé par les plus virulents envers #IBK n'a pas été un porte-bonheur pour ceux-ci, plusieurs d'entre eux ont bu du café baoulé ou ont fini par séjourner en prison.

## Martin Fayulu



Des morts de trop : 272 dans les tueries de Kishishe (Rutshuru). C'est inacceptable! Le Rwanda doit cesser ses atrocités en #RDC. Le Conseil de Sécurité doit sanctionner fermement le Rwanda et demander aux États qui soutiennent ce régime mercenaire d'arrêter leur soutien.

## Demba Diop



Tout ce que vous subirez comme trahison trouvera son origine en vous-même. Plus vous exhibez vos vies aux autres, plus vous leur donnez la possibilité de vous faire du mal. Il suffit de manquer d'humilité pour qu'ils trouvent les raisons de le faire. Apprenez à vivre discrètement

## Nathalie Yamb



L'Occident fait encore semblant de ne pas comprendre que l'ordre mondial unipolaire, grâce auquel ils imposaient leurs règles au reste du monde, est mort. Ils nous offrent le pathétique spectacle d'un poulet égorgé qui continue de faire quelques pas, avant de s'effondrer. #RIP

Ces gars ont déboisé l'Europe pour l'agriculture et l'industrie, et aujourd'hui ils veulent interdire aux autres de faire pareil. 27 États-tintins qui veulent dominer la planète; Les produits issus de la déforestation seront vendus et achetés ailleurs dans le monde. Pian

Le métier de harceleur est risqué. Un proverbe de chez nous dit que celui qui gobe une noix de coco doit être sûr de son anus. Traduction: you chercha, you trouva. <https://twitter.com/alexengwete/status/1517774165494874112>



## AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT

L'Institut National de Prévoyance Sociale (INPS), sur financement de son budget de l'exercice 2023, lance un appel d'offres ouvert relatif à **l'entretien et nettoyage des locaux de l'Institut National de Prévoyance Sociale (INPS) en trois (03) distincts.**

Les sociétés ou entreprises intéressées par le présent avis, peuvent retirer le dossier d'appel d'offres à la Direction Financière et Comptable de l'INPS tous les jours ouvrables de 08 heures à 15 heures contre paiement de la somme non remboursable de **deux cent mille (200.000) F CFA.**

La séance d'ouverture des plis aura lieu le **Judi 29 Décembre 2022 à 13 heures** dans la salle du Conseil d'administration de l'INPS, Direction Générale sise Square Patrice Lumumba en présence des soumissionnaires ou de leurs représentants.

Les offres doivent être déposées au Secrétariat Particulier du Directeur Général au plus tard le **Judi 29 Décembre 2022 à 12 heures** et accompagnées d'une caution de soumission d'un montant égal au moins à **quatre millions francs CFA (4 000 000 F CFA)** pour le lot1 et **trois millions francs CFA (3 000 000 F CFA)** pour les lots 2 et 3.

OUSMANE KARIM COULIBALY

## AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT

L'Institut National de Prévoyance Sociale (INPS), sur financement de son budget de l'exercice 2023, lance un appel d'offres ouvert relatif au **gardienage et surveillance des locaux de l'Institut National de Prévoyance Sociale (INPS) en trois (03) distincts**.

Les sociétés ou entreprises intéressées par le présent avis, peuvent retirer le dossier d'appel d'offres à la Direction Financière et Comptable de l'INPS tous les jours ouvrables de 08 heures à 15 heures contre paiement de la somme non remboursable de **deux cent mille (200.000) F CFA**.

La séance d'ouverture des plis aura lieu le **Jeudi 29 Décembre 2022 à 14 heures** dans la salle du Conseil d'administration de l'INPS, Direction Générale sise Square Patrice Lumumba en présence des soumissionnaires ou de leurs représentants.

Les offres doivent être déposées au Secrétariat Particulier du Directeur Général au plus tard le **Jeudi 29 Décembre 2022 à 12 heures** et accompagnées d'une caution de soumission d'un montant égal au moins à **quatre millions francs CFA (4 000 000 F CFA)** pour le lot1 et **trois millions francs CFA (3 000 000 F CFA)** pour les lots 2 et 3.

OUSMANE KARIM COULIBALY

## Rencontre publique "the party" au mandé : La promotion de la démocratie et la bonne gouvernance



Ce samedi 3 décembre 2022, la salle de conférence de la mairie de la commune du Mandé a servi de cadre à une cérémonie aux relents d'une conférence-débat. Au centre des échanges, les thèmes de la démocratie et la bonne gouvernance.

Les responsables du consortium Démocratie 101 et le groupement des jeunes pour les droits humains et la gouvernance au Mali ont organisé une rencontre publique appelée "The party" au Mandé. Il s'agit pour les organisateurs d'assurer une meilleure participation des citoyens dans la gestion de la chose publique à travers une démocratie participative et inclusive.

Le thème était « Promotion de la démocratie et la gouvernance à travers la participation active des jeunes et femmes au processus de la transition ». Le projet qui s'étend sur 5 mois, c'est-à-dire de septembre à janvier, a comme champ d'action les communes rurales du Mandé, de Sapho, Baguineda, les communes urbaines de Kati et de Koulikoro. Il est rendu possible grâce au financement de l'Ambassade du Canada au Mali à travers le Fonds canadien d'initiatives locales.

Durant 2 heures d'entretien, le président du Conseil communal de la jeunesse du Mandé (CCJ), Alhousseini Sangaré et son vice-président, Amadou Diallo, se sont prêtés aux questions du facilitateur, Abdou Touré, de l'association Démocratie 101.

A la question de savoir comment se porte la jeunesse, les deux invités ont répondu par l'affirmative. Selon eux, la jeunesse répond présente à tous les appels des associations et est au rendez-vous des activités de la mairie. « Nous avons été aux activités de restitution publique de la mairie. Il y a eu des manquements dont nous avons pris bonne note et la mairie s'est engagée pour les corriger les prochaines fois », a martelé le premier responsable du Conseil communal de la jeunesse du Mandé qui pense que tout le monde est condamné à soutenir la transition.

A l'entendre, les difficultés et incompréhensions sont des opportunités pour la jeunesse de réfléchir davantage pour trouver la solution aux problèmes de la commune. Parlant des cotisations que les membres

## Pétrole, sécurité, éducation : Ce que le Niger veut voir financé à Paris



Alors que Mohamed Bazoum et son gouvernement récoltent à Paris les promesses de financement des bailleurs de fonds pour le Plan de développement économique et social (PDES) 2022-2026, le ministre du Pétrole, Abba Issoufou, accélère la recherche de partenaires privés.

C'est une délégation importante qu'a conduite Mohamed Bazoum à Paris, ces 5 et 6 décembre, dans le but de financer le Plan de développement économique et social (PDES) 2022-2026 du Niger, pour lequel 10 670 milliards de francs CFA (16 milliards d'euros) étaient attendus, pour un coût global de 19 427,6 milliards de dollars. Une évaluation « optimiste », reconnaît le ministère du Plan dans son document de synthèse.

Du ministre du Plan à celui des Transports, en passant par ceux de l'Éducation, des Finances ou encore des Mines, la quasi-totalité du gouvernement était au rendez-vous, sans oublier les conseillers, directeurs d'agence ou d'entreprise d'État. Parmi les projets les plus emblématiques du plan, le renforcement du système éducatif, qui doit à terme représenter 22 % du budget annuel du pays, l'institutionnalisation de la Couverture maladie universelle, une sécurisation

Source : Jeune Afrique

de son bureau doivent payer, il déplore le fait qu'ils n'arrivent pas à s'en acquitter.

Faut-il le rappeler, cette année, le président de la transition, Assimi Goïta, a sillonné le sol du Mandé deux fois. La dernière en date est celle de l'inauguration de la direction générale de la Douane. Ce fut l'occasion pour le maire Kélépily de plaider pour le travail des jeunes. Mais le vice-président de la CCJ du Mandé dit n'avoir aucune information de cela.

Bazoumana KANE / Source : L'Alerte

## Grève des magistrats : Les raisons de la suspension



Fermés depuis le 29 novembre 2022, les Cours et tribunaux s'ouvrent ce mardi 6 décembre 2022 grâce à un accord de principe de dernière minute intervenu entre le CNT et les syndicats grévistes. En effet, à l'issue d'une réunion conjointe tenue ce 05 décembre 2022, il a été décidé de suspendre le mouvement de grève en cours. Le Syndicat Autonome de la Magistrature (SAM) et le Syndicat Libre de la Magistrature (SYLIMA), ont annoncé la suspension du mot d'ordre de grève en cours, dans un communiqué rendu public ce lundi 5 décembre 2022. « Cette décision s'explique par les efforts entrepris par le Conseil National de Transition à travers sa commission des lois qui, dans sa correspondance en date du 28 novembre 2022, a rassuré les Syndicats de magistrats, de tenir compte de leurs préoccupations lors des séances d'écoute à venir sur le projet de loi controversé », précise le communiqué ci-contre.

### COMMUNIQUE CONJOINT SAM-SYLIMA N°008/2022

Le Syndicat Autonome de la Magistrature (SAM) et le Syndicat Libre de la Magistrature (SYLIMA) informent leurs militants, qu'ils ont décidés, à l'issue d'une réunion conjointe tenue ce jour 05 décembre 2022, de suspendre le mouvement de grève en cours. Cette décision s'explique par les efforts entrepris par le Conseil National de Transition à travers sa commission des lois qui, dans sa correspondance en date du 28 novembre 2022, a rassuré les Syndicats de magistrats, de tenir compte de leurs préoccupations lors des séances d'écoute à venir sur le projet de loi controversé.

Le SAM et le SYLIMA expriment leur sincère gratitude au Conseil National de la Transition pour sa magnanimité et son esprit républicain dans l'animation de la vie publique et osent espérer qu'il continuera d'œuvrer tant pour l'apaisement du climat social, que pour la défense de l'intérêt général.

Ce qui est en cause, dans le cas présent, c'est le devenir et la survie de l'indépendance de la magistrature et du principe de la séparation des pouvoirs dans notre pays.

Ils expriment leur gratitude au Peuple souverain du Mali et à la Presse, dans ses différentes composantes, pour leur parfaite compréhension de la situation.

Ils expriment, de nouveau, leurs sincères regrets pour les nombreux

## Au retour de Dakar : Un bus attaqué, les passagers dépouillés, entre Didiéni et Kolokani



C'est dans la nuit du dimanche au lundi 5 décembre qu'un bus de la Compagnie Bani Transport, en provenance de Dakar, a été attaqué, entre Didiéni et Kolokani. Les passagers ont été dépouillés de leurs biens. Ainsi, un militaire, à bord du car, a été dépossédé de son arme, avant de recevoir trois balles. La victime a été évacuée d'urgence à l'Hôpital du Mali, où les balles ont été extraites de son corps.

Rappelons que le samedi 26 novembre, les forains de retour, du marché du Dral, avaient été victimes d'une attaque de bandits armés, entre les villages de Wassorola et Kalifabougou, au cours de laquelle plusieurs millions de F CFA et des téléphones portables ont été emportés par ces bandits.

Source : L'INDEPENDANT

désagréments qui ont découlé du mouvement de grève observé qui a été imposé aux magistrats du Mali par le Gouvernement de Transition, seul responsable de la perturbation de l'atmosphère au sein de l'institution judiciaire.

La suspension ainsi souverainement décidée, cessera de produire ses effets si d'aventure, de nouvelles velléités étaient constatées dans le sens du bafouement de l'indépendance de la magistrature. Cela conduirait à la reprise automatique du mouvement de grève sans le moindre préavis.

Le SAM et le SYLIMA, marquant leur attachement indéfectible à la République et à la Séparation des Pouvoirs, saluent le militantisme engagé de leur base et lui expriment leur fierté.

Bamako, le 05 Décembre 2022.

P/le Comité directeur du SAM-SYLMA

Pour le SYLMA

Hady Macky SALL

Pour le SAM

Bourama K. KONATE

Source : Info-Matin

## Guterres sur la lutte contre le terrorisme : « Des opérations africaines sous chapitre vii de l'ONU sont essentielles »



**Le Secrétaire général des Nations unies, António Guterres, a indiqué ce 1er décembre au siège de l'Union africaine que des opérations africaines solides mandatées par le Conseil de sécurité de l'ONU en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies sont essentielles pour imposer la paix et lutter contre le terrorisme en Afrique.**

**L**e Secrétaire général des Nations unies, António Guterres, a participé le jeudi dernier à la sixième conférence annuelle ONU-UA tenue au siège de l'Union africaine (UA) en Éthiopie.

Lors d'une conférence à l'issue de la rencontre, le Secrétaire général des Nations unies et le président de la Commission de l'UA, Moussa Faki Mahamat, ont évoqué des difficultés de notre Continent, dont le problème de l'insécurité qui est en train de fragiliser de nombreux pays africains.

Sur cette question, M. Guterres a déclaré que des opérations africaines solides d'imposition de la paix et de lutte contre le terrorisme, mandatées par le Conseil de sécurité de l'ONU en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies sont essentielles et doivent être soutenues par un financement stable et prévisible.

Déjà, la Mission de stabilisation de l'ONU engagée au Mali en proie à l'insécurité entretenue par des groupes terroristes a montré ses limites compte de son mandat qui n'est pas robuste.

En effet, si le secrétaire général des Nations unies reconnaît la nécessité de placer des opérations africaines sous le chapitre VII de la Charte de l'ONU, son adoption demeure un problème.

Depuis des années, des chefs d'État africains en occurrence le défunt Président du Mali, Ibrahim Boubacar KEITA ; le président du Tchad, feu Idriss Deby ITNO ; le Président du Burkina Faso Marc Christian KABORE n'ont cessé de plaider auprès des Nations unies en vue d'assurer un financement pérenne au G5 Sahel, la force conjointe regroupant des pays du Sahel (le Mali, le Burkina Faso, le Tchad, le Niger et la Mauritanie) avant le retrait du Mali.

## Décès de l'ancien Président chinois, JIANG Zemin : Le message de condolance du ministre Diop



**M**essage du Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Son Excellence Monsieur Abdoulaye DIOUF lors de la signature du Livre de Condolances ouvert suite au décès de Son Excellence Monsieur JIANG Zemin, Ancien Président de la République Populaire de Chine.

« C'est avec une profonde tristesse que je me trouve aujourd'hui, mardi 06 décembre 2022, à l'Ambassade de la République Populaire de Chine à Bamako, pour rendre hommage à Son Excellence Monsieur JIANG Zemin, Ancien Président de la République Populaire de Chine, décédé le mercredi 30 novembre 2022 à Shanghai.

Le Gouvernement et le Peuple du Mali garderont du Président JIANG Zemin le souvenir d'un homme d'État pétri d'un grand sens de responsabilité et qui a consacré toute sa vie à l'amélioration des conditions de vie du Peuple chinois et au raffermissement de ses relations de coopération avec les pays en développement.

En cette douloureuse circonstance, je présente, au nom de Son Excellence le Colonel Assimi GOITA, Président de la Transition, Chef de l'Etat, du Gouvernement et du Peuple maliens et en mon nom propre, nos condoléances les plus émues au peuple frère et ami de la Chine et à la famille durement éprouvée.

Je prie pour le repos de l'âme de l'Illustre disparu ».

Bureau de l'Information et de la Presse/MAECI.

Faute de financement des Nations unies avec l'opposition des États unis, le G5 Sahel sur lequel l'espoir était fondé pour des solutions africaines aux problèmes africains n'a pu être pleinement opérationnel.

Va-t-on tirer la leçon de cette situation pour soutenir la nouvelle force de l'initiative d'Accra en gestation ?

Cette déclaration de António Guterres intervient quelques semaines après la réunion des chefs d'État et du gouvernement des pays membres de l'« Initiative Accra » qui a décidé de l'opérationnalisation dans un délai d'un mois.

Source : Info-Matin

## Diplomatie : Moussa Sy, nouvel ambassadeur du Mali en Tunisie

**Le journaliste Moussa Soro SY, qui a déjà servi l'État dans plusieurs domaines, est depuis quelques semaines, le nouvel ambassadeur du Mali en Tunisie. Il a, désormais, la Responsabilité de renforcer les relations diplomatiques entre les deux États.**

**N**ommé lors du Conseil des ministres du 11 octobre 2022, notre confrère, Moussa SY, occupait déjà le poste de conseiller culturel à l'ambassade du Mali à Cuba depuis 2016.

Une nomination qui sonne comme une récompense à celui qui se bat depuis de plusieurs décennies au service de l'administration malienne. Dans les rouages de l'État, il a servi pour différents régimes, après un passage au lycée de Badalabougou où il était le professeur principal d'enseignement secondaire de la langue et de la littérature russe, mais aussi de l'éducation civique et morale (ECM).

Ce diplômé en relations internationales, en journalisme et communication, et en Langue et littérature Russe, a travaillé à l'Office Malien du Tourisme et de l'Hôtellerie (OMATHO), au Conseil économique, social et culturel (CESC) où il a été attaché de presse avant de devenir en 2009 le Chef de Cabinet du Président du (CESC). Un poste qu'il quitte en 2016 pour devenir Conseiller Culturel à l'Ambassade du Mali à la Havane, Cuba.

Au cours de sa riche carrière, l'Ambassadeur Moussa SY a développé des compétences et expertises dans les domaines de l'éducation, l'en-



seignement, la communication, l'administration et la diplomatie. Des expériences à mettre au service du renforcement des relations entre le Mali et la Tunisie dans un contexte où son pays est victime d'une guerre informationnelle.

La Rédaction / Source : Info-Matin

## Dossier militaires ivoiriens : Faure Gnassingbé attendu à Bamako

**D**imanche dernier, s'est tenu le 62e sommet des Chefs d'État et de gouvernement de la CEDEAO, à Abuja, en République Fédérale du Nigéria. Plusieurs dossiers furent abordés, entre autres, la création d'une force sous-régionale, les transitions en cours au Mali, en Guinée et au Burkina-Faso, et le dossier des militaires ivoiriens détenus au Mali. Sur le dernier sujet, la CEDEAO donne un ultimatum à Bamako...

Faure Gnassingbé, Président de la République du Togo, a participé, dimanche au sommet des Chefs d'État et de gouvernement de la CEDEAO. A Abuja, le Chef d'Etat togolais et ses homologues ont évoqué plusieurs dossiers, entre autres, la création d'une force sous régionale, les militaires ivoiriens détenus au Mali et les transitions en cours après les putschs au Mali, en Guinée et au Burkina-Faso. M. Gnassingbé a été désigné par ses pairs pour discuter avec les autorités maliennes, pour la libération des 46 militaires, avant janvier. Cependant, aucune date n'a été fixée au sujet du déplacement de Faure Gnassingbé sur Bamako. A Abuja, les Chefs d'Etat ont manifesté un total soutien à Abidjan. Ils ont, par ailleurs, fixé un ultimatum à Bamako, sommé de libérer, avant le 1er janvier 2023, les 46 militaires ivoiriens toujours en détention au Mali.

À défaut, l'organisation régionale menace d'infliger des sanctions, selon



un diplomate ouest-africain. Le président togolais Faure Gnassingbé qui joue les bons offices dans cette crise, se rendra alors pour « exiger » la libération des soldats, a ajouté le diplomate.

Depuis bientôt cinq mois, Bamako accuse ces militaires ivoiriens d'être des mercenaires envoyés pour déstabiliser le pays, ce que la Côte d'Ivoire conteste fermement ; répliquant que ces soldats étaient en mission au sein de la MINUSMA. Abidjan avait même dénoncé un « chantage » de Bamako. António Guterres, le Secrétaire général des Nations unies, a confirmé que ces soldats « ne sont pas des mercenaires » et a demandé leur libération.

Binadjan Doumbia



## Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite (OCLEI)

# BON A SAVOIR

### ■ C'EST QUOI L'ENRICHISSEMENT ILLICITE ?

L'enrichissement illicite est :

- l'augmentation substantielle du patrimoine d'un agent public sans rapport avec ses revenus légitimes, ou
- le train de vie que mène cet agent sans rapport avec ses revenus légitimes.

### ■ C'EST QUOI LA DÉCLARATION DE BIENS ?

La déclaration de biens est la liste détaillée des revenus et des biens qui appartiennent à un agent public, transmise par cet agent aux autorités compétentes pour analyse et exploitation conformément à la loi.

### ■ QUI DOIT FAIRE LA DÉCLARATION DE BIENS ?

La déclaration de biens concerne les personnalités suivantes : présidents d'institution, ministres et assimilés, présidents et membres des autorités administratives indépendantes, députés ou maires, autres ordonnateurs ou comptables publics, directeurs généraux, présidents d'établissement public, directeurs généraux, nationaux ou régionaux des services de l'Etat, magistrats, chefs d'état-major des armées, responsables de la passation de marchés publics, responsables des services financiers, d'assiette ou de recouvrement.

Les personnalités concernées sont environ 8 000.

### ■ OÙ FAIRE SA DÉCLARATION DE BIENS ?

La déclaration de biens est faite auprès du président de la Cour suprême. En retour, cette autorité délivre un récépissé à l'auteur de la déclaration de biens.

### ■ QUELS SONT LES REVENUS ET BIENS À DÉCLARER ?

- les revenus : salaires, indemnités, primes, autres accessoires de salaires, héritages, libéralités légalement reçues ;
- les biens meubles : véhicules, meubles et bijoux de valeur, objets d'art, comptes bancaires, argent en espèces, actions, parts sociales,
- les biens immeubles : maisons d'habitation, immeubles commerciaux ou professionnels, champs, vergers, animaux, terrains nus.

Tous les revenus et biens doivent être déclarés, qu'ils soient situés au Mali ou à l'extérieur.

### ■ QUELLES SONT LES PIÈCES JUSTIFICATIVES DE LA DÉCLARATION DE BIENS ?

Les revenus et les biens déclarés doivent être soutenus par des pièces justificatives comme les titres fonciers, les lettres d'attribution, les concessions rurales, les concessions urbaines, les relevés de comptes bancaires, etc.

### ■ QUAND FAIRE SA DÉCLARATION DE BIENS ?

La déclaration de biens doit être faite par l'agent public concerné :

- au début de la fonction ou du mandat qui crée l'obligation de déclaration de biens ;
- chaque année, au plus tard le 31 décembre ;
- à la fin de la fonction ou du mandat.

Le formulaire de déclaration de biens est téléchargeable en cliquant

[www.oclei.ml](http://www.oclei.ml)

<https://www.facebook.com/Office-Central-de-Lutte-Contre-l-Enrichissement-Illicite>

# Incarcération du président Youssef Bathily : Les opérateurs économiques menacent de paralyser le Mali



**P**lacés en garde à vue, mardi 22 novembre à la Brigade du Pôle Economique et financier de Bamako, inculpés par la suite, le Président de la Chambre de commerce et d'industrie du Mali (CCIM), Youssef Bathily, son secrétaire général Cheick Oumar Camara et son comptable Lamine Sacko, bénéficient du soutien des opérateurs économiques qui menacent d'arrêter toute activité le vendredi prochain.

En effet, indignés par le traitement infligé à Youssef Bathily, président de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Mali (CCIM), le secteur privé malien décide de donner de la voix. Ce, à travers une journée sans commerce, sans transport et sans service dans le pays. C'est une autre phase de la lutte contre la délinquance financière au Mali.

Rappelons que le Président de la CCIM et ses deux collaborateurs sont soupçonnés dans une affaire d'atteinte aux biens publics en lien avec la gestion d'un fonds de plus de 10 milliards de F CFA, lié à la maladie à coronavirus COVID 19.

Un rapport du bureau du Vérificateur Général du Mali avait révélé une mauvaise gestion de ces fonds alloués à la lutte contre la COVID-19. Le montant total des irrégularités finan-

cières, selon le rapport, s'élève à 50 733 274 104 FCFA.

Le rapport du bureau du vérificateur général du Mali sur la gestion des ressources de l'État utilisées dans le cadre de la lutte contre la COVID-19 au titre de l'exercice 2020, a été publié le lundi 13 juin 2021.

Parmi les irrégularités constatées, l'audit indique que, le Président de la CCIM a fait exécuter des marchés d'acquisition de masques sans contrat, pour un montant de 9 462 500 000 FCFA. « L'équipe de vérification a constaté que dans le cadre du programme présidentiel « Un Malien - un masque », pour un coût de 10 942 500 000 FCFA, la CCIM a réceptionné des masques et payé des fournisseurs sans avoir élaboré des contrats de marché au préalable », indique le rapport. Celui-ci dénonce également le fait que le Président de la CCIM ait autorisé le paiement de marchés sans l'acquiescement des droits d'enregistrement et de la redevance de régulation pour un montant de 37 8087 500 FCFA.

A cela s'ajoutent 6 500 000 000 FCFA, le montant non déposé dans les banques par le Directeur Général du Fonds de Garantie du Secteur Privé conformément aux dispositions de la convention. Selon le rapport, le Coor-

dinateur du Projet Jigisemejiri n'a pas reversé le reliquat du fonds COVID-19 non utilisé qui s'élève à 30 097 471 525 FCFA et ses dépenses indues sur le fonds s'élèvent à 25 200 000 FCFA. Le rapport poursuit que le Régisseur Spécial d'Avances du Ministère des Maliens de l'Extérieur a effectué des dépenses indues à hauteur de 436 679 741 FCFA. Le rapport indique également que le ministre de l'Économie et des Finances et le Ministre de l'Industrie et du Commerce ont ordonné une dépense indue de 2 085 600 000 FCFA au profit d'un opérateur économique. Au niveau du ministère de la sécurité et de la protection civile, 5 090 078 FCFA de dépenses irrégulières du Régisseur d'avances sur le fonds Covid-19 ont été constatées. Le surplus de facturation payé à l'EDM SA sur la gratuité de consommation s'élève à 760 177 650 FCFA. « Le Directeur Général et le Directeur Commercial de la société EDM-SA ont facturé à l'État plus que la consommation d'énergie accordée en gratuité », selon l'audit. Il ajoutera que le Directeur Administratif et Financier et le Régisseur Spécial d'Avances de la Primature ont effectué 202 802 875 FCFA de dépenses non justifiées. Le rapport explique que des Chefs de Centres des impôts ont minoré le droit d'enregistrement et la redevance de régulation payés sur des marchés conclus par l'OPAM à hauteur de 27 381 557 FCFA.

Le PDG de l'OPAM, ajoute le rapport, a autorisé le paiement des contrats non enregistrés pour un cout de 20 727 000 FCFA. Le rapport note aussi 144 630 000 FCFA de dépenses indues effectuées par le Directeur Général de l'INSP. Au total, 536 926 178 FCFA de dépenses indues ont été constatées dans les six centres de santé de référence de Bamako, les grands hôpitaux ( hôpital du Mali, CHU du Point G, CHU Gabriel Touré), les directions régionales de la santé et les centres de santé (hôpital de Kayes, CSRéf de Kayes et de Kita, Direction régionale de la santé de Koulikoro, CSRéf de Banamba, CSRéf de Dioïla, CSRéf de Kalaban-coro, CSRéf de Kati, CHU Bocar Sidy Sall de Kati, CSRéf de Kolokani, CSRéf de Koulikoro, Direction régional de la santé de Ségou, hôpital Nianankoro Fomba de Ségou, CSRéf de Niono, Direction régional de Sikasso, hôpital de Sikasso...).

■ Binadjan Dombia



## MINUSMA : Former les opérateurs maliens aux normes standards des Nations Unies



L'hôtel Salam Bamako a abrité, le mardi 6 décembre, un séminaire d'affaires pour les producteurs et fournisseurs de viande, fruits et légumes du Mali. Cette Journée d'information et d'échanges est conjointement organisée par la MINUSMA et le Siège des Nations unies à l'intention des autorités gouvernementales maliennes, de la Chambre de Commerce, ainsi que des fournisseurs locaux de produits carnés, de fruits et légumes frais.

Dans son discours, le représentant spécial du secrétaire Général des Nations Unies, El-Ghassim Wane a expliqué que cette journée d'échanges a pour objectif de présenter et de discuter des conditions générales d'achat des Nations Unies des normes applicables aux rations alimentaires, ainsi que les exigences générales en termes de qualité pour qu'un fournisseur local puisse concourir aux opportunités commerciales des Nations Unies, des missions de maintien de la paix en Afrique, ainsi que de l'ensemble des agences de l'ONU. Pour ce faire, il a souligné qu'ils ont convié les producteurs de viande et autres denrées alimentaires pour échanger afin d'identifier les possibilités d'accompagnement dans l'amélioration de leurs capacités et de leur production.

« Des séminaires comme celui-ci constituent une plateforme idoine pour favoriser une plus grande participation des opérateurs économiques maliens à nos appels d'offre. Le travail d'explication, qui sera mené tout au long de la journée, est d'autant plus nécessaire que nos

procédures sont quelquefois complexes. A cet égard, certains responsables en charge du contrat des rations alimentaires pour l'ensemble des missions de maintien de la paix des Nations unies se sont déplacés depuis New York pour pouvoir échanger avec vous », a-t-il expliqué.

En effet, El-Ghassim Wane, a indiqué que l'ONU veut s'assurer que la communauté malienne des affaires bénéficie de l'égalité des chances pour être compétitive sur ses marchés publics. « Notre Organisation reconnaît que de meilleurs régimes de passation des marchés publics et un meilleur accès aux marchés publics peuvent être un outil important pour promouvoir le développement des entreprises locales. La transformation économique du Mali dépend d'ailleurs fortement de la présence d'un secteur privé fort et dynamique. Un secteur privé local revitalisé et renforcé, de même qu'un environnement commercial amélioré contribuent à la croissance économique locale, au développement durable et à la création d'emplois, en particulier pour les jeunes et les femmes », a-t-il précisé.

Ensuite, il a relevé que le présent séminaire d'affaires à l'intention des fournisseurs vise entre autres, à offrir un espace d'échanges permettant d'exposer aux producteurs de produits carnés maliens le processus de passation des marchés au sein des entités de l'ONU au Mali ; identifier les opportunités et besoins aux fins de renforcer les capacités des producteurs locaux de denrées alimentaires, et

plus particulièrement en viande, afin de leur permettre d'intégrer la liste des fournisseurs agréés par l'ONU et d'explorer les voies et moyens pouvant accompagner les producteurs et prestataires maliens dans le respect des normes relatives aux rations alimentaires édictées par l'Assemblée générale des Nations unies.

Pour sa part, le ministre de l'Industrie et du Commerce, Mahmoud Ould Mohamed a précisé que la question d'accès aux marchés et prestations de services, au compte de la MINUSMA, pour nos producteurs et entreprises locales constitue une forte demande du Gouvernement du Mali qui a favorablement accueilli et soutenu l'organisation du séminaire. Dans cette dynamique conjointe, il a souhaité que le séminaire puisse offrir la possibilité aux Nations Unies de renforcer les capacités des opérateurs économiques et des entreprises locales en vue de mettre les outils nécessaires à leur disposition, pour répondre aux demandes et appels d'offres internationaux. « Nous attendons de la MINUSMA de privilégier des achats des produits locaux : fruits, légumes, viandes ; céréales et les biens et services. Nous appelons la MINUSMA à privilégier la discrimination positive, c'est-à-dire à niveau égal dans le cadre des appels d'offres, d'accorder la priorité aux entreprises maliennes », a-t-il conclu.

■ Maffenin Diarra

# 16 Jours d'activisme : Les femmes et les filles détenues du Centre de Bolé s'engagent à lutter contre toute forme de violences

Le 26 novembre 2022, une équipe de la MINUSMA a rendu visite aux détenues du Centre de détention, de rééducation et de réinsertion pour femmes et filles de Bolé à Bamako. Tenue dans le cadre de la campagne des 16 jours d'activisme contre les violences faites aux femmes et aux filles, l'objectif de cette visite était d'informer et de sensibiliser ces femmes sur les conséquences des violences basées sur le genre (VBG) et en particulier des violences sexuelles. Une discussion qui aura aussi permis de libérer la parole de ces femmes silencieuses.



Cet échange sur l'impact des violences sur leur vie et la nécessité de briser le silence, aura mobilisé les 197 femmes et filles pensionnaires (dont six mineurs dans leur quartier), les 27 enfants de moins de trois ans qui accompagnent leurs mères incarcérées, ainsi que le personnel pénitentiaire. À l'issue des échanges, les pensionnaires se sont engagées à dénoncer ces violences afin de sauver des vies.

## Soulager les maux par les mots

Épreuve difficile, la prison peut l'être davantage si l'on est détenu avec son enfant. Les détenues peuvent être confrontées à des sévices et de violences physiques mais aussi multiformes, comme les brimades, les humiliations, l'isolement ou encore le harcèlement. À travers différents exposés, il était question

pour la MINUSMA de permettre aux participantes d'avoir une meilleure connaissance des mesures à prendre pour la prévention et la réponse à ces actes de violence. Elles ont ainsi été édifiées sur les dispositions pour faire état d'un acte de violence en tant que victime ou témoin, notamment la nécessité de préserver la sécurité des personnes concernées, d'assurer un suivi après la dénonciation, mais surtout l'importance de briser le silence. La discussion aura surtout permis à ces femmes et filles, d'exposer leurs préoccupations pendant et après leur vie en prison.

Pour Ramata (nom d'emprunt) l'une des détenues, la violence psychologique est une des plus difficiles à surmonter surtout celle provenant des proches. Selon elle, après son incarcération, son compagnon s'est emparé de tous ses biens et sa famille ainsi que ses proches l'ont traité comme un paria. En déten-

tion, les liens maternels se distendent, de même que les liens conjugaux et amicaux qui peuvent aller jusqu'à se rompre, expliquent certaines détenues. D'autres, disent que faire face aux insultes, menaces et privations de visites de la part de leur famille, les poussent à ressentir un sentiment de honte et de culpabilité notamment envers leurs enfants et leurs familles. D'autres encore nous disent qu'il est fréquent que les hommes quittent leurs femmes quand elles sont en détention ou qu'ils soient plus violents avec elles à leur sortie de prison. Ce qui n'est pas réciproque lorsque c'est le mari qui est condamné, même à une peine lourde. C'est pour ces raisons qu'Alvine (nom d'emprunt), a particulièrement apprécié les efforts de plaidoyer et de sensibilisation de la MINUSMA pour l'élimination de la violence contre les femmes et les filles, qui selon elle, permettront de familiariser leurs

futurs maris à la lutte contre la violence envers les femmes. Certaines détenues étrangères ont évoqué le besoin d'être assistées, parce que la barrière de la langue est une source de frustrations. Elles ont aussi attiré l'attention sur leur isolement du fait qu'elles sont emprisonnées loin de chez elles.

### Le séjour carcéral : une expérience violente au cours de laquelle bourreaux et victimes se côtoient

En dehors des 203 détenues ainsi que les 27 enfants accompagnants, la prison compte 68 membres du personnel dont 10 hommes qui animent le service social, les unités de surveillance, socio-professionnelle, socio-culturel, agropastorale et de santé. Cette dernière s'occupe de la santé physique mais aussi mentale des détenues. Des cas de mariages forcés ayant abouti à des meurtres ou des tentatives d'empoisonnement du conjoint ont été rapportées chez les mineurs. D'autres femmes ont aussi pu connaître cette violence dans le cadre familial ou en couple, notamment à travers une agression ou l'exploitation sexuelle. L'expérience de la violence naît souvent dans le cadre carcéral. La vie des femmes détenues est généralement marquée par la brutalité et

la violence, y compris pour se protéger.

À l'issue du moment de partage d'informations et de sensibilisation avec la MINUSMA, elles ont donc toutes pris l'engagement de ne plus être auteure d'aucune forme de violence entre elles et autour d'elles, et de dénoncer les violences dont elles sont victimes ou témoins. Ce fut également une opportunité pour elles, de remercier la MINUSMA pour le réconfort qu'elle leur a apporté à travers cette visite.

### Les 16 Jours d'activisme contre les violences faites aux femmes et aux filles, concernent aussi celles qui sont détenues

Cette visite s'inscrit dans la campagne mondiale des 16 jours d'activisme contre les violences faites aux femmes et aux filles qui commence le 25 novembre avec la journée éponyme et se termine le 10 décembre avec la Journée internationale des droits de l'Homme. À cette occasion, Fabiola Ngeruka WIZEYE, la Conseillère principale pour la protection des femmes de la MINUSMA a présenté aux participantes, le contexte et les objectifs de la campagne, tout en soulignant la nécessité d'œuvrer à l'éradication des violences basées sur le genre (VBG). Les VBG constituent des formes graves d'atteinte à l'intégrité phy-

sique et morale des personnes dont les principales victimes sont les femmes et les enfants. Elle a notamment encouragé les femmes détenues à rompre leur silence et à signaler tout acte de violence à la hiérarchie pénitentiaire et aux travailleurs sociaux tout en suggérant que ces derniers encouragent et soutiennent les résidentes qui souhaitent parler des abus qu'elles ont subis. La cheffe de l'unité de protection des enfants de la MINUSMA, Solange VASSE qui a abordé la violence contre les enfants, a surtout invité les détenues à être plus résilientes et à rechercher l'assistance des nombreux prestataires pour une prise en charge holistique qui pourra les aider à surmonter leurs problèmes et préparer un nouveau départ après Bolé.

La MINUSMA a offert à la fin de la discussion un lot de matériel constitué entre autres de kits d'hygiène et de produits de désinfection. Le Directeur adjoint du Centre de détention, le Lt Col. Boubacar CAMARA, a remercié la Mission onusienne pour cette visite de sensibilisation tout en souhaitant que cela se reproduise : « la discussion organisée ce jour, a permis aux détenues de dire ce qu'elles ressentent et d'en apprendre davantage sur les VBG » a-t-il indiqué.

Source : Minusma



## À Tessalit et Aguelhok : La MINUSMA échange à bâtons rompus avec les populations qu'elle soutient



Une délégation du Bureau régional de la MINUSMA à Kidal s'est rendue du 7 au 11 novembre 2022 à Tessalit et à Aguelhok pour échanger avec les leaders communautaires, les acteurs de la société civile et les représentants des communautés sur les actions qu'elle mène en leur faveur et avec eux. En marge de ces réunions de concertation appelées Edawani (causerie en tamasheq), des projets d'appui à la restauration de l'autorité de l'Etat ont aussi été remis aux autorités locales.

À Tessalit, l'Edawani a permis aux communautés d'évoquer leurs difficultés. Parmi elles, celles liées à l'accès à l'eau ainsi que le manque d'infrastructures dans les localités éloignées des villes dans la commune rurale d'Aguelhok. Cet échange a été l'occasion pour Zinéba walet IDOUAL, femme leader et membre de la société civile de lancer un appel au nom de ses concitoyens, avec deux objectifs, dont le premier est la reconnaissance de leur engagement pour la paix. « Nous les femmes, luttons pour la paix dans notre commune et notre région car sans la paix il n'y a pas de développement. Le second objectif est d'occuper les femmes. Nous avons besoin de l'aide de la MI-

NUSMA » a-t-elle dit.

De son côté, le Chef du Bureau de la MINUSMA à Kidal, El Hadji Ibrahima Boly DIENE, a réitéré la disponibilité de la MINUSMA à venir en appui aux différentes communautés tout en rappelant le Mandat de la Mission dans un contexte complexe. En effet, la MINUSMA contribue à faciliter la mise en œuvre de l'Accord de paix, réduire les fractures socio-politiques, restaurer la stabilité dans la région de Kidal. Enfin, M. DIENE a exprimé la solidarité de la MINUSMA à l'endroit des populations.

### Des projets remis aux populations d'Aguelhok

Pour contribuer à la restauration de l'autorité de l'Etat dans la localité, la délégation de la MINUSMA a lancé un projet d'un montant de 15 millions de Francs CFA pour l'équipement de la sous-préfecture d'Aguelhok. Pour le sous-préfet de la Commune rurale d'Aguelhok, Boubacar Ag BARKA, « ce projet vient à point nommé pour faciliter la restauration de l'autorité de l'état et le redéploiement des services sociaux de base. Grâce à ces équipements, nous pourrions mieux relever les nombreux défis de notre mission ».

Cette tournée a également été l'occasion de remettre deux autres projets aux populations d'Aguelhok. Le premier concerne la construction de trois salles de classes au village d'Intechaq qui compte plus de 300 élèves. Le second projet porte sur l'appui à l'association des femmes « gargotières » (elles tiennent des gargotes) pour l'achat d'ustensiles de cuisine, notamment des réchauds, des bombonnes de gaz ou encore des thermos de grande capacité. Le coût global de ces deux projets est de 32 millions de Francs CFA.

Enfin, la police des Nations Unies (UNPOL) a, au cours de cette même mission, fait plusieurs dons à l'association des veuves et orphelins Tazidert de Tessalit et aux élèves de l'école Imdack dans la Commune rurale Aguelhok. Il s'agit de vivre et de non-vivres, parmi lesquels des articles de sport, des vêtements et des jouets.

Source : Minusma





Aidez-nous à lutter  
contre le Terrorisme  
Contactez le Centre  
d'appel « **DÈMÉSO** »



80001120  
80001122



+223 98-17-36-45  
+223 98-17-36-75



**HALTE AU  
TERRORISME  
AU MALI**

## ONU-Mali : Jean-Pierre Lacroix salue la convergence de vues sur les objectifs et priorités

**E**n visite au Mali, depuis lundi 5 décembre 2022, le Secrétaire général adjoint chargé des opérations de maintien de la paix à l'ONU, Jean-Pierre Lacroix a échangé avec les autorités de la transition. En fin de visite, le diplomate onusien a fait part de sa satisfaction quant à la convergence de vues sur les objectifs et priorités entre l'ONU et le Mali.

Le secrétaire général adjoint a eu des échanges à huis-clos, le lundi avec le ministre malien des affaires étrangères, Abdoulaye Diop. Pour Jean-Pierre Lacroix, il est nécessaire de conjuguer les efforts pour avancer dans la sécurisation des populations. Cette visite intervient dans le cadre de la préparation du rapport du secrétaire général des Nations unies (ONU) concernant la revue stratégique de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) requise par le Conseil de sécurité. Le secrétaire général adjoint des Nations unies pour les opérations de paix effectue une visite de travail de deux jours dans

notre pays. Jean-Pierre Lacroix a eu au département des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, une séance de travail avec la partie gouvernementale conduite par le chef de la diplomatie malienne, Abdoulaye Diop.

Au terme de la rencontre de deux heures, le chef des opérations de paix de l'ONU a rappelé que cet entretien intervient après beaucoup de travail, au cours de ces derniers mois. Selon lui, il s'agit de s'assurer qu'il y ait une synergie, une convergence entre les autorités maliennes et les Nations unies afin que le moment venu, les recommandations au niveau du Conseil de sécurité soient en phase avec les objectifs des autorités maliennes.

« Nous avons besoin de marcher sur deux jambes », indique-t-il. Le secrétaire général adjoint précise que : « la première jambe, c'est l'appui, la bonne coordination et la bonne synergie avec le Mali. La deuxième jambe, c'est le soutien de nos États membres ». De leur côté, les autorités de la transition disent attendre un impact de la coopération sur

la sécurité des Maliens. Les autorités maliennes estiment que l'amélioration de la situation sécuritaire des Maliens doit être ressentie dans cette coopération avec les Nations Unies. Abdoulaye Diop, ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale estime que le Mali a mis en avant sa préoccupation, ses attentes et ses priorités.

« Nous avons aussi reçu les éclairages de nos collègues. Il y a une convergence dans la vision », a-t-il déclaré. Le ministre malien des Affaires étrangères souligne aussi que les discussions se poursuivront dans les semaines et mois à venir. « Et notre coopération avec les Nations Unies sera jugée à l'aune de l'efficacité ou de l'amélioration que nous pouvons apporter à la sécurité des Maliens », conclut Abdoulaye Diop.

Le ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale a tenu à rappeler que les Nations unies sont présentes pour accompagner l'État, à restaurer son autorité sur l'ensemble du territoire. Et à y améliorer la sécurité, les conditions de vie de la population. « Dans ce cadre, comme le président de la Transition, le colonel Assimi Goïta, l'a indiqué, il est important que le travail de la Minusma soit bien aussi coordonné en complémentarité des efforts du gouvernement, lequel n'est pas dans une position de spectateur », a fait savoir Abdoulaye Diop avant de mettre l'accent sur



les efforts importants accomplis par l'État malien, en termes de sécurisation avec des résultats sur le terrain. « Toutefois, cela ne veut pas dire que nous n'avons pas besoin d'être accompagnés ici et là. Nous avons juste indiqué que nous avons une ambition, une vision pour notre pays », a-t-il précisé.

Les trois principes déclinés par le colonel Assimi Goïta, doivent guider notre action avec l'ensemble des partenaires, à savoir le respect de la souveraineté de notre pays, le respect des choix stratégiques et des partenaires du Mali et la prise en compte des intérêts vitaux des Maliens.

« Si ces points sont pris en compte dans le cadre de l'échéance, cela nous permettra de pouvoir évoluer avec les Nations unies », a-t-il insisté. Et d'ajouter, qu'autant le gouvernement et les Nations unies ont une responsabilité particulière et une plus haute priorité : la sécurité. Car, la sécurité des populations constitue la préoccupation essentielle et cette coopération avec les Nations unies ne sera jugée qu'à l'aune de l'efficacité ou, en tout cas, de l'amélioration que les deux parties peuvent apporter à la sécurité des Maliens.

Pour le chef de la diplomatie malienne, il existe beaucoup d'autres priorités qui s'articulent autour du processus politique, de la mise en œuvre de l'Accord pour la paix, de la question des infrastructures, de la contribution du développement économique du pays, des droits de l'Homme.

Mais aucune de ces priorités ne peut être envisagée en dehors d'un cadre de sécurité. « La sécurité demeure la priorité numéro un, pour laquelle nous sommes engagés », a souligné le ministre Diop qui a, toutefois, reconnu qu'il y a une convergence dans la vision en espérant que les discussions dans les jours à venir, aboutiront à des propositions devant aller sur la table du Conseil de sécurité. Toute chose qui doit permettre, dans un futur immédiat, de prendre des mesures idoines pour que la MINUSMA soit plus efficace.

Hier mardi 6 décembre 2022, la visite de Jean-Pierre Lacroix au Mali a pris fin avec la rencontre du Président de la transition Colonel Assimi Goïta et le Premier ministre Choguel Kokala Maïga.

■ Binadjon Doumbia

## Lutte contre la corruption : La stratégie nationale validée par les experts

**Le ministère de la refondation de l'État, chargé des relations avec les Institutions, en collaboration avec les partenaires techniques dont le PNUD, a organisé, du 29 novembre au 1er décembre 2022, dans un grand hôtel de la place, un atelier national de validation de la stratégie nationale de lutte contre la corruption. C'était sous la présidence du ministre de la refondation de l'État, chargé des relations avec les institutions, Pr. Ibrahim Ikassa Maïga.**



L'objectif principal de cet atelier national est de valider le document de la Stratégie Nationale de Lutte contre la Corruption (SNLCC) au Mali ; d'analyser la version provisoire du document de la Stratégie Nationale de Lutte Contre la Corruption pour les dix années à venir et son plan d'actions triennal ; de valider les formulations faites: la vision, les axes stratégiques, le plan d'action, le mécanisme de suivi valuation de la stratégie nationale; de finaliser la réflexion sur le dispositif institutionnel (ancrage) et le mécanisme de coordination à mettre en place (niveau national et si possible déconcentré) et de valider le projet de plan d'actions triennal.

Dans son intervention, le ministre Ikassa Maïga a fait savoir que depuis plusieurs dé-

cernées, de nombreuses initiatives ont été prises en matière de lutte contre la corruption. A l'en croire, cette abondance d'initiatives pousserait-elle à faire confirmer l'assertion selon laquelle « Plus l'État est corrompu, plus les lois sont nombreuses. ». « Peu s'en est fallu sous nos cieux. Fort heureusement, sur le plan institutionnel, des avancées majeures ont été enregistrées avec la mise en place du Bureau du Vérificateur général et la création de l'Office Central de Lutte contre l'enrichissement illicite (OCLEI) », a souligné le ministre.

Selon le ministre, ces deux structures sont venues renforcer les efforts déployés en matière de lutte contre la corruption et infractions assimilées par les Inspections sectorielles des

départements ministériels, le Contrôle général des Services Publics, la Section des Comptes de la Cour Suprême, les Pôles économiques et financiers, etc. Cependant, il dira qu'aujourd'hui, les résultats obtenus, tant en matière de contrôle, de vérification, de déclaration de patrimoine des assujettis, que de répression de la fraude et de la corruption et de sensibilisation des populations, sont plus qu'encourageants. Plus loin, il a déclaré que ces avancées significatives ne doivent guère leur faire perdre de vue l'immensité de la tâche qui les attend.

Pour lui, ce combat, grâce à la détermination des hautes autorités de la transition, est à leur portée, du fait qu'il y a un arsenal juridique éprouvé en la matière, des organes crédibles, une volonté politique affirmée en faveur de la transparence et un peuple en éveil. « Il nous manquait, justement, une stratégie coordonnée et consensuelle pour mutualiser les efforts des organes, de la société civile, des partenaires au développement et des populations en vue d'améliorer l'efficacité de notre action », a précisé le Pr. Ikassa Maïga.

Selon lui, en se dotant d'une Stratégie natio-

nale de lutte contre la corruption, le Mali aura désormais toutes les cartes en main, pour faire échec à l'opacité dans la gestion des affaires publiques, la concussion, le népotisme, les pratiques illicites, frauduleuses voire criminelles de gains de diverses natures pour un profit personnel au détriment du trésor public et de l'amélioration des conditions de vie des populations.

Par ailleurs, il dira que l'élaboration et la mise en œuvre d'une stratégie nationale de lutte contre la corruption constituaient l'un des objectifs identifiés par l'axe 4 du Plan d'action du gouvernement consacré à la promotion de la bonne gouvernance. Et qu'aujourd'hui, cet objectif est sur le point d'être atteint grâce à la détermination des acteurs qui y travaillent depuis le 13 octobre 2021, date à laquelle le comité de pilotage composé des représentants des structures de l'Etat, a été chargé de coordonner le processus d'élaboration de la Stratégie nationale de lutte contre la corruption.

Le Représentant du Système des Nations Unies a déclaré lors de son allocution que la corruption est un phénomène qui affecte beaucoup de pays et qui a un effet direct sur le dévelop-

pement et le bien-être des populations. Selon lui, cette problématique est aussi bien présente au Mali et qu'elle semble s'être renforcée ultérieurement à cause de l'instabilité politique et de la crise multidimensionnelle que traverse depuis quelques années le pays. Pour lui, cette activité contribue donc directement à la réalisation des objectifs fixés par la charte de la transition.

Pour le représentant, c'est un privilège pour le système des Nations Unies d'appuyer le Ministère de la Refondation et le comité de pilotage dans ce processus d'élaboration et de validation de la stratégie nationale de lutte contre la corruption qui arrive aujourd'hui à sa phase finale. « Notre accompagnement à ce processus s'inscrit dans le cadre du Programme d'appui à la Stabilisation du Mali à travers le renforcement de l'État de Droit (PROSMED) », a conclu le représentant du système des Nations Unies.

O B. Dramé

Source : Le Républicain





## Mali : Le budget 2023 et ses déficits abyssaux ne passent pas !



**J**ohn Adams, homme d'État américain, 2ème président des États-Unis de 1797 à 1801, disait : "Il y a deux façons de conquérir et d'asservir une nation, l'une par les armes et l'autre par la dette".

Le président Capitaine Thomas Sankara, ne disait pas autre chose à Addis Abeba, le 29 juillet 1987, dans son discours sur la dette (À lire et à relire, par tous les soutiens de la transition !). Jean Ziegler, sommité parmi les sommités dans la lutte contre les inégalités à l'échelle mondiale, après avoir analysé ce discours, a dit " Point n'est besoin de mitrailleuses, de napalm, et de blindés pour asservir et soumettre les peuples. La dette, aujourd'hui, fait l'af-

faire". Comme quoi, Sankara était bien en avance sur son temps et réellement engagé dans la lutte pour la souveraineté pleine et entière de son pays et de l'Afrique. Il s'attaquait aux PARAGDIMES pour les changer et ne s'attardait pas sur les épiphénomènes.

Sankara avait fait le constat implacable que, toutes les nations de l'espace africain dit francophone sont conquises et asservies des deux manières : les armes par le contrat colonial de la défense et monnaie, par celui du FCFA. Aujourd'hui, il y a une nation, qui a mis fin à l'asservissement par les armes en boutant dehors l'armée coloniale. Il s'agit du Mali. Par contre, l'asservissement par la monnaie est et

demeure très fort. Son cadre juridique est le FCFA, ses soldats, sont la cohorte d'économistes sans esprit d'innovation ou d'adaptation des concepts économiques à nos réalités. Ils sont les plus dangereux, dans un pays en conflit avec l'ex puissance coloniale, et leurs chefs de file dans les ex colonies ont toujours été les ministres en charge des finances, de l'économie, du plan et du commerce.

Il est évident que notre génération a été incapable de comprendre cette maxime de John Adams, ou de faire sien le discours du président capitaine Thomas Sankara. Pour sûr, elle l'a ignoré par lâcheté et s'y est accommodée, pour des intérêts inavoués. Ceci dit, notre génération ne doit pas et ne peut pas être interdite de prise de parole dans le nouveau contexte du Mali, créé par la rupture constitutionnelle de mai 2021. L'espoir est permis et elle doit au contraire donner son point de vue. .

Voilà pourquoi, il est demandé, de grâce à Dr MAÏGA, directeur de campagne présidentielle avant l'heure, et Dr Macalou, Macro économiste et "FMISTE" de ne pas conduire la transition dans la fosse abyssale de la dette ! Leurs interventions à RENOUEAU TV, est une incitation au suicide collectif de la transition en justifiant le bien-fondé de la loi de finance 2023. Le budget 2023 est mauvais et n'envoie aucun signal de solidarité et de reconnaissance de l'effort et des sacrifices du peuple. Les priorités du Mali en guerre sont ailleurs : le renforcement des FAMAS, le soutien aux victimes des terroristes et des Djihadistes, la compensation des manques à gagner par les ménages saute au départ du colonisateur, l'accès des ménages vulnérables aux denrées de première nécessité par une politique courageuse de subventions en toute transparence, la remise en selle des véritables capitaines d'entreprises dans l'attribution des marchés publics.

C'est tout !

Non à la hausse du budget de fonctionnement des institutions, oui à plus d'investissements. La transition, sans changement de PARAGDIMES dans la conception de l'outil de développement qu'est la loi de finance, risque de reproduire les maux qui ont prévalu à la chute du régime de IBK. Que Dieu nous en garde !

Seydou Traoré, ancien ministre Mali.

# Festival vivre ensemble Tombouctou : La 7ème édition prévue du 12 au 18 décembre 2022 dans la cité des 333 saints

La septième édition du Festival Vivre Ensemble Tombouctou, placée sous le thème : « les actions des femmes dans le développement local », se tiendra du 12 au 18 décembre 2022 à Tombouctou. L'information a été donnée au grand public, le jeudi 24 novembre 2022, au Mémorial Modibo Keita par le directeur dudit festival, Sahala Maïga, lors d'une conférence de Pré-lancement en présence de la représentante du ministre de l'Artisanat, de la Culture, de l'Industrie hôtelière et du Tourisme, Mme Diarrah Sanogo, du secrétaire exécutif de l'Association des Ressortissants pour le Développement du Cercle de Tombouctou (ARDCT), Mahmoud M. ARBY et d'autres personnalités.



**P**renant la parole, le secrétaire exécutif de l'Association des Ressortissants pour le Développement du Cercle de Tombouctou (ARDCT), Mahmoud M. ARBY, s'est réjoui de la tenue de plus en plus des événements à Tombouctou. Avant d'inviter les organisateurs du festival à persévérer pour le rayonnement de la culture au Mali. « Le Festival Vivre Ensemble Tombouctou, en dehors du côté festif et ludique, se veut un forum de réflexion sur le patrimoine matériel et immatériel de la cité de 333 saints et pour lequel nous sommes tous interpellés et que nous avons l'impérieux de sauvegarder pour les générations futures. Il n'a sans cesse cessé de travailler à mettre à la disposition des populations des cadres appropriés pour promouvoir l'unité nationale, la paix et le vivre ensemble », a-t-il souligné. Enfin, il a invité tout le monde à participer au festival vivre ensemble

Tombouctou. A sa suite, le directeur du festival vivre ensemble Tombouctou, Sahala Maïga, a informé l'opinion publique que l'événement avec comme thème : « les actions des femmes dans le développement local » aura lieu du 12 au 18 décembre 2022 à Tombouctou. Selon lui, tout doit être fait pour sauvegarder et pérenniser le festival vivre ensemble Tombouctou. A travers ce festival, Sahala Maïga entend faire de Tombouctou une terre d'attraction et de non violence. Il a fait savoir au cours de cette conférence que l'organisation de ce festival est une manière pour lui de contribuer au processus de paix au Mali.

Pour sa part, la représentante du ministre de l'Artisanat, de la Culture, de l'Industrie hôtelière et du Tourisme, Mme Diarrah Sanogo, a indiqué que le Festival Vivre Ensemble Tombouctou est une rencontre importante. « Tombouctou a tant fasciné le monde de par sa

culture, son histoire et ce Festival se veut un acteur qui œuvre dans la sauvegarde et la promotion de la culture comme moyen de stabilisation dans le processus de paix et de réconciliation au Mali. Cela veut dire que le Festival vivre ensemble doit être soutenu sur tous les plans, vu son ampleur et son impact dans la région de Tombouctou et au Mali en général. Car la paix n'est pas un processus du jour au lendemain, mais plutôt un processus de longue haleine », a-t-elle conclu.

A noter que plusieurs activités sont au programme de ce festival comme des ateliers, des conférences, des foires etc. Par ailleurs, cette conférence de pré-lancement a été agrémentée par la prestation de l'artiste Awa Maïga.

Aguibou Sogodogo  
Source : Le Républicain

## CPI : Les États parties auscultent le fonctionnement de la Cour



La 21<sup>ème</sup> session de l'Assemblée des États parties (AEP) au Statut de Rome de la Cour pénale internationale (CPI) s'est ouverte lundi au World Forum Convention Center à La Haye, aux Pays-Bas. Une session qui doit se poursuivre jusqu'au 10 décembre 2022. Au cours de ces travaux, les États parties au Statut de Rome, des États observateurs, des États invités, des organisations internationales et régionales ainsi que des représentants de la société civile débattront des principaux défis auxquels le Statut fait face. Les États parties adopteront également des résolutions sur des questions clés relatives au fonctionnement de la Cour et du Fonds au profit des victimes, y compris sur leurs budgets respectifs, sur la coopération, et la recommandation sur l'élection du Greffier de la CPI. Appelant à un soutien renouvelé à la Cour, S.E. Silvia Fernández de Gurmendi, Présidente de l'Assemblée des États parties, a souligné son « rôle vital dans le cadre juridique international pour garantir la responsabilité des auteurs d'atrocités et rendre justice aux victimes. La coopération accrue des États Parties et la promotion du travail de la Cour sont essentielles pour réaliser les aspirations globales du mandat de la Cour. Le Président de l'institution, le juge Piotr Hofmański, a souligné que la Cour terminait une année exceptionnelle : « La charge de travail de la Cour a atteint des

sommets sans précédent, avec de nouveaux procès ainsi que de nouvelles enquêtes. Nous avons célébré les 20 ans de la CPI, une marque de maturité importante pour notre institution. Et nous avons retrouvé une présence physique totale dans les locaux de la Cour. ... Les demandes et les attentes envers la CPI peuvent être plus élevées aujourd'hui que jamais auparavant. Et la Cour répond à ces attentes avec le plus grand dévouement », fera-t-il savoir, avant d'appeler à une coopération renforcée des États avec la Cour et à un budget accru... « Il est extrêmement important de renforcer les capacités maintenant afin que nous puissions faire face efficacement à la charge de travail qui nous attend. Nous avons besoin d'un budget régulier suffisant et équilibré à cette fin », a-t-il indiqué, non pas sans mentionner l'importance de rendre le système de la CPI plus universel : « De nombreux États non parties sont présents dans cette salle aujourd'hui, je vous appelle tous à prendre des mesures pour adhérer au Statut de Rome sans délai ».

Le Procureur de la CPI, Karim A.A. Khan KC, a quant à lui déclaré : « En ce moment, près de 25 ans après Rome, nous avons plus que jamais besoin du droit et de la Cour pénale internationale. En 2022, mon Bureau a mis en œuvre des changements importants pour nous rendre plus agiles, axés sur le terrain et aug-

menter notre capacité à collaborer efficacement avec les survivants et les communautés affectées.

Bien qu'il reste encore de nombreux défis à relever et à surmonter, les progrès que nous avons réalisés dans la mise en œuvre de cette vision témoignent de l'engagement et du dévouement de tous les membres du Bureau. Je crois que nous sommes maintenant prêts à agir plus efficacement pour les survivants et les familles des victimes ». Et de souligner également la nécessité d'approfondir les partenariats pour rendre le travail collectif vers la justice plus efficace.

« Mon temps jusqu'à présent en tant que Procureur a montré à maintes reprises que nous ne réaliserons la promesse véritable du Statut de Rome qu'en travaillant ensemble, avec l'ensemble des acteurs. L'Assemblée des États parties est une occasion pour nous de traduire les mots de la justice, et les importants mots de soutien à la Cour que nous avons entendus cette année, en actions concrètes qui peuvent être ressenties par ceux qui se tournent vers cette Cour pour faire valoir leurs droits fondamentaux », dira-t-il.

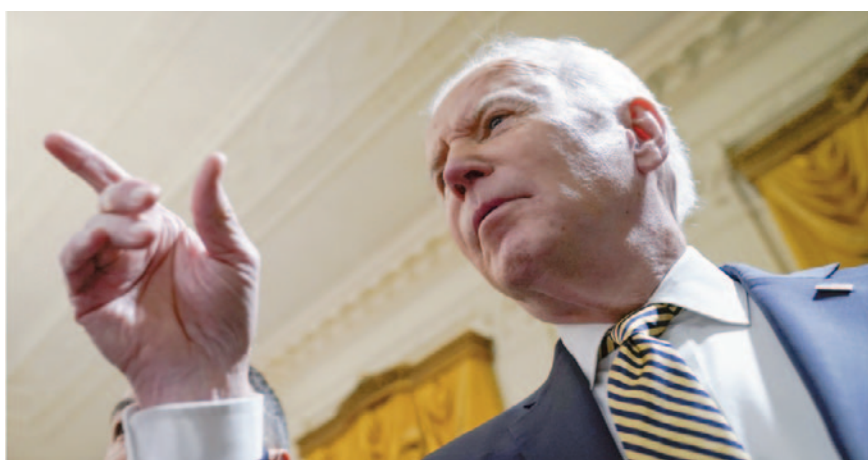
La Présidente du Conseil de direction du Fonds au profit des victimes, Minou Tavárez Mirabal, a déclaré : « Ce Conseil de direction a fortement poussé pour une meilleure communication et visibilité sur ses nombreux programmes et pour augmenter les efforts de collecte de fonds. Sur la base de la stratégie de collecte de fonds présentée au Conseil en juillet 2022, le Fonds au profit des victimes a élaboré son nouveau Plan stratégique pour 2023 à 2025. La nouvelle stratégie utilise l'atout le plus solide du Fonds : le Fonds au profit des victimes et la Cour sont ensemble le pilier de la justice réparatrice du Statut de Rome. Ensemble, nous pouvons travailler pour mettre en place des réparations transformatrices pour et avec les victimes. Ensemble, nous pouvons atténuer les effets négatifs des crimes du Statut de Rome pour les générations futures. Ensemble, nous pouvons travailler pour la paix et la stabilité.

Nous appelons tous les États parties à envisager de fournir des contributions volontaires supplémentaires, y compris des fonds de développement au profit des victimes et de leurs familles. »

Yama Diallo

# Guerre en Ukraine : Un général us de haut rang exhorte à la diplomatie, mais les conseillers de Biden résistent

**Le général Mark A. Milley, président des chefs d'état-major interarmées, a fait valoir que les Ukrainiens devraient essayer de consolider leurs acquis à la table des négociations.**



Un désaccord est apparu au plus haut niveau du gouvernement des États-Unis sur la question de savoir s'il faut faire pression sur l'Ukraine pour qu'elle cherche à mettre un terme diplomatique à sa guerre avec la Russie, le général le plus haut gradé des États-Unis préconisant des négociations alors que d'autres conseillers du président Biden soutiennent qu'il est trop tôt. Le général Mark A. Milley, président des chefs d'état-major interarmées, a fait valoir, lors de réunions internes, que les Ukrainiens ont obtenu à peu près tout ce qu'ils pouvaient raisonnablement espérer sur le champ de bataille avant l'arrivée de l'hiver et qu'ils devraient donc essayer de consolider leurs acquis à la table des négociations, selon des responsables informés des discussions. Mais d'autres hauts fonctionnaires se sont opposés à cette idée, affirmant qu'aucune des parties n'est prête à négocier et que toute pause dans les combats ne ferait que donner au président russe Vladimir V. Poutine une chance de regrouper ses troupes. Bien que les

conseillers de Biden soient convaincus que la guerre finira probablement par être réglée par des négociations, ils ont conclu que le moment n'était pas encore venu et que les États-Unis ne devaient pas être perçus comme faisant pression sur les Ukrainiens pour qu'ils se retirent tant qu'ils ont de l'élan.

Le débat, que les fonctionnaires ont décrit sous couvert d'anonymat parce qu'ils n'étaient pas autorisés à discuter de délibérations sensibles, s'est étendu au public ces derniers jours, le général Milley ayant fait des commentaires publics faisant allusion à ses conseils privés. « Saisissez le moment », a-t-il déclaré dans un discours prononcé à New York mercredi.

Il a donné plus de détails dans une interview sur CNBC jeudi. « Nous avons vu l'armée ukrainienne combattre l'armée russe jusqu'à l'immobilisation, a-t-il déclaré. Maintenant, ce que l'avenir nous réserve n'est pas connu avec un certain degré de certitude, mais nous pensons qu'il y a des possibilités ici pour certaines solutions diplomatiques. »

La Maison Blanche a toutefois tenu à se distancier de toute perception selon laquelle elle pousserait le président ukrainien Volodymyr Zelensky à céder des territoires aux envahisseurs russes, alors même que Moscou retire ses forces de la ville stratégique de Kherson. « Les États-Unis ne font pas pression sur l'Ukraine », a déclaré jeudi à la presse Jake Sullivan, conseiller du président pour la Sécurité nationale. « Nous n'insistons pas sur ces choses avec l'Ukraine. Ce que nous faisons, c'est consulter en tant que partenaires et montrer notre soutien, pas seulement par des déclarations publiques ou un soutien moral, mais par le soutien tangible, physique, du type d'assistance militaire que j'ai mentionné précédemment. »

En effet, le Pentagone a annoncé jeudi qu'il envoyait 400 millions de dollars supplémentaires d'aide militaire à l'Ukraine. Parmi les armes expédiées figurent les premiers systèmes mobiles de défense aérienne Avenger fournis par les États-Unis, ainsi que des missiles pour les systèmes de défense aérienne Hawk déjà fournis par l'Espagne, des mortiers, des obus d'artillerie, des Humvee, des lance-grenades, des équipements pour temps froid et des munitions pour les systèmes de roquettes d'artillerie à haute mobilité, ou HIMARS, qui se sont avérés si efficaces pour repousser les Russes.

Toutefois, le ministère de la Défense a rejeté les demandes ukrainiennes de drones Gray Eagle MQ-1C, dont les responsables américains craignent qu'ils ne soient utilisés pour frapper des cibles en territoire russe, ce qui risquerait de provoquer une dangereuse escalade de la guerre, selon le Wall Street Journal.

La question de la position des États-Unis sur les négociations a animé les conversations des deux côtés de l'océan Atlantique ces derniers jours, les responsables américains, ukrainiens, russes et européens tentant de déchiffrer les signaux parfois contradictoires de Washington.

Un voyage de Sullivan à Kiev, la semaine dernière, a donné à certains l'impression que l'administration Biden pressait Zelensky de montrer au moins sa volonté de négocier, mais les responsables américains ont démenti cette affirmation.

Au lieu de cela, ont-ils dit, à la fin d'une réunion principalement axée sur d'autres ques-

tions liées à la guerre, Sullivan a suggéré que Zelensky réfléchisse à ce à quoi ressemblerait une « paix juste », une expression utilisée par le Groupe des 7 nations le mois dernier, lorsque le moment sera venu de négocier.

La confusion a été exacerbée par les commentaires ambigus de Biden lors d'une conférence de presse mercredi. Lorsqu'on lui a demandé s'il pensait que l'Ukraine avait désormais le levier nécessaire pour entamer des négociations, le président a laissé la porte ouverte. « Il reste à voir si l'on jugera si l'Ukraine est prête ou non à faire des compromis avec la Russie », a-t-il dit.

Pressé par la suite de savoir s'il suggérait que l'Ukraine envisage de céder des territoires, Biden a rapidement répondu par la négative. « C'est aux Ukrainiens d'en décider. Il n'y a rien à propos de l'Ukraine sans l'Ukraine », a-t-il déclaré, répétant la ligne officielle selon laquelle toute résolution doit être déterminée par Kiev, et non par les États-Unis ou l'Europe. « Je sais une chose : nous n'allons pas leur dire ce qu'ils doivent faire. »

Certains fonctionnaires actuels et anciens ont déclaré que la nuance de la position de l'administration s'est perdue. Bien qu'elle ne fasse pas actuellement pression en faveur de pourparlers, l'administration veut être prête pour la diplomatie à une date ultérieure, lorsque cela aura un sens.

« J'ai le sentiment que l'administration s'efforce d'envisager la possibilité d'une diplomatie », a déclaré Charles A. Kupchan, professeur à l'université de Georgetown, qui a été conseiller pour l'Europe du président Barack Obama et a récemment écrit un essai en faveur des pourparlers. « Ils essaient d'enfiler l'aiguille. Ils veulent introduire la possibilité de la diplo-

matie sans avoir l'air de dire aux Ukrainiens ce qu'ils doivent faire. » Il a ajouté : « C'est mettre la table, mais ce n'est pas s'asseoir à la table. »

La volonté évidente d'envisager des pourparlers à un moment donné a suscité de vives critiques de la part de certains experts en politique étrangère qui affirment que ce serait une erreur de parier contre la capacité de l'Ukraine à reconquérir une plus grande partie de son territoire sur les occupants russes.

« Les États-Unis et les partenaires européens ne devraient pas anticiper la possibilité, voire la probabilité, d'un plus grand succès militaire ukrainien en insistant sur un cessez-le-feu en place ou en supposant qu'il est impossible pour l'Ukraine de, par exemple, libérer le Donbas ou même la Crimée », a écrit Daniel Fried, un ancien diplomate de carrière aujourd'hui au Conseil atlantique, sur le site web Just Security.

Zelensky et ses collaborateurs ont répété cette semaine que l'Ukraine avait proposé à plusieurs reprises de reprendre les pourparlers de paix avec la Russie, et que ces pourparlers ne pourraient pas commencer tant que les troupes russes ne se retireraient pas et ne rendraient pas le territoire qu'elles ont saisi. Mais les analystes ont noté que le dirigeant ukrainien n'a pas répété ses déclarations antérieures selon lesquelles les pourparlers ne pouvaient apparemment pas commencer tant que Poutine dirigeait encore la Russie.

Plus généralement, les offensives militaires soutenues contre les positions russes bénéficient d'un énorme soutien de la part de l'opinion publique ukrainienne, et chaque annonce de revers russe a été accueillie par un élan d'enthousiasme public. Même avant la récente vague d'avancées militaires ukrainiennes, Ze-

lensky était soumis à une pression politique forte et soutenue pour refuser toute concession qui laisserait les forces russes contrôler le territoire ukrainien.

Le débat à Washington intervient alors que l'on s'interroge sur la pérennité du soutien américain à l'effort de guerre ukrainien. Le représentant Kevin McCarthy de Californie, le leader républicain qui espère devenir président de la Chambre dans le Congrès nouvellement élu, a rejeté un « chèque en blanc » pour la poursuite de l'aide à l'Ukraine, bien que d'autres leaders républicains, dont le sénateur Mitch McConnell du Kentucky, demeurent des soutiens indéfectibles de Kiev.

Un groupe de Démocrates progressistes de la Chambre des représentants a récemment publié une lettre recommandant des négociations, puis l'a retirée sous la critique. Mais certains membres de la gauche continuent de faire pression en faveur de négociations. « Je crois que les progressistes ont toujours préconisé de s'appuyer sur des solutions diplomatiques », a déclaré cette semaine à l'Intercept la représentante Alexandria Ocasio-Cortez, Démocrate de New York. « Nous devrions continuer à nous appuyer sur cela. »

Dans les discussions internes à la Maison Blanche, le général Milley a été une voix forte pour la diplomatie, mais il ne veut pas donner l'impression d'affaiblir les Ukrainiens, ont dit des responsables. Il a attiré l'attention sur les images satellites montrant que les Russes creusent des tranchées et établissent des lignes fermes à travers une grande partie du territoire occupé en prévision de l'hiver, lorsque les fronts se stabiliseront vraisemblablement. Le retrait de Kherson semble avoir pour but de mettre en place une position plus



défendable.

Compte tenu de cela, le général a fait valoir que les combats pourraient s'apaiser pendant les mois d'hiver, avec moins de chance de changement fondamental sur le terrain, ce qui offrirait une fenêtre d'opportunité pour les pourparlers. Dans les discussions à la Maison Blanche, il cite la Première Guerre mondiale, lorsque les deux camps se sont engagés dans des années de guerre de tranchées avec peu de changement de territoire mais des millions de victimes inutiles, un exemple qu'il a également évoqué dans son discours au Club économique de New York cette semaine.

Il ne s'agit pas de récompenser Poutine, ont déclaré des responsables pour décrire le point de vue du général, mais de dire que c'est peut-être le moment pour l'Ukraine et ses alliés de commencer à travailler à une solution politique, car une solution militaire durable ne sera peut-être pas possible dans un avenir proche.

Le jugement du général Milley n'est pas partagé par Biden ou Sullivan, ont indiqué les responsables. Poutine n'a montré aucune volonté de négocier, ont-ils ajouté, et les Ukrainiens ont été enhardis par leur succès sur le champ de bataille, ce qui les rend peu enclins à céder des territoires à la table des négociations.

Si les États-Unis poussaient à des pourparlers à ce stade, ont dit les responsables, reflétant le point de vue de Sullivan, cela enverrait à Poutine le message qu'il n'a qu'à faire traîner la guerre un peu plus longtemps et que les Américains finiront par faire le travail pour lui.

« Seuls Zelensky et son gouvernement peuvent prendre ces décisions », a déclaré Steven Pifer, ancien ambassadeur américain en Ukraine, aujourd'hui affilié à l'université de Stanford. « Washington ne devrait pas faire pression sur lui pour qu'il le fasse, et au moins jusqu'à présent, il semble que Washington l'ait compris. »

Helene Cooper et Zach Montague ont contribué au reportage depuis Washington, et Andrew E. Kramer depuis Snihurivka, en Ukraine.

Peter Baker,

Source: The New York Times



## Politique nationale en Côte d'Ivoire : Le RHDP d'Adzopé annonce une journée d'hommage au président Ouattara le 10 décembre 2022

Les cadres et élus du RHDP, parti au pouvoir annoncent une manifestation le samedi 10 décembre 2022 à Adzopé, chef-lieu de la région de la Mé. Ce sera, selon eux, un moment de magnificence au président Alassane Ouattara

**A**u nom des élus et cadres du , l'Honorable Marcel Sanon a sollicité le 5 décembre 2022, le stade d'Adzopé pour l'organisation d'une journée d'hommage au président Alassane Ouattara. Cette journée d'hommage, faut-il avoir le courage de le dire, coïncide avec le meeting que doit animer , à la même date.

Si le RHDP a adressé le courrier de demande du stade le 5 décembre ; le PPA-CI, le parti de Laurent Gbagbo, a, quant à lui fait la demande dudit stade depuis le 14 novembre 2022. Ce chevauchement de calendrier est-il un fait anodin ? cela comportera-t-il des risques de tensions ? L'avenir nous le dira.

Source : infodrome.com

**Chevauchement de calendrier**

# Samuel Eto'o : Coup de pied rrêté sur youtubeur

**Au Qatar, le président de la Fédération camerounaise de football a frappé un youtubeur algérien à l'issue du match entre le Brésil et la Corée du Sud.**

**A**u terme de la victoire des Lions indomptables sur la Seleção brésilienne, le 2 décembre à Doha, le Camerounais lambda semblait bien digérer l'élimination de son pays de la phase finale de la Coupe du monde de football.

« Le Cameroun est champion du monde, puisqu'il a battu la meilleure équipe du monde », affirmait même l'artiste camerounais Maahlox le Vibeur sur le plateau de « À l'Affiche Planète Afro » de la chaîne France 24. Une analyse nuancée, avec un sourire tendre, par le chanteur Yannick Noah, sous le regard bon enfant de Claudy Siar : « Même quand on est dans la me..., on trouve le moyen de rigoler avec ça ! On a été battu proprement mais on trouve encore le moyen de dire qu'on a battu l'équipe C du Brésil, et on est content avec ça ».

L'ancien footballeur qui dirige aujourd'hui la Fédération camerounaise de football (Fécafoot) serait-il enfin sur la même longueur d'onde que l'ancienne gloire du tennis, le second degré en moins ? L'actualité laisse transparai-

tre une certaine nervosité de Samuel Eto'o fils qui, il est vrai, avait pronostiqué une finale de la Coupe du monde remportée par son équipe, face au Maroc.

## VIDÉOS VIRALES

Est-ce par fair-play ou pour voir le Brésil éliminé que le boss de la Fécafoot est resté au Qatar, notamment pour assister au huitième de finale qui opposait le pays de Pelé à la Corée du Sud ? Toujours est-il que cette confrontation s'est conclue, hors terrain, par un coup de pied qui n'avait rien d'un tir au but. Et les vidéos virales sont évidemment là pour l'attester...

## SADOUNI SM AURAIT PROVOQUÉ L'IRE D'ETO'O EN REVENANT SUR LE MATCH CAMEROUN-ALGÉRIE DU 29 MARS

À la sortie du stade 974, ce lundi, l'ancien at-

taquant du FC Barcelone et de l'Inter Milan se prête de bonne grâce à plusieurs demandes de selfies, avant de changer soudainement d'humeur. C'est alors avec véhémence qu'il se dirige vers un individu qui le filme. Le site DZ Foot dévoilera qu'il s'agissait du youtubeur algérien Sadouni SM...

L'entourage de Samuel Eto'o le retient, alors qu'il commence à « charger » son interlocuteur avec un énervement manifeste. Alors que la personne prise à partie continue de filmer en reculant, on lui arrache sa caméra. Le vidéaste tente de la récupérer, sans s'occuper davantage de l'ancien champion. Alors que la lutte amène l'homme à se courber, Eto'o vient lui asséner un coup de pied dans la poitrine. Comme il fallait s'y attendre, le « shoot » du buteur international projette l'homme à terre, et le média La Opinión-Los Angeles (important quotidien hispanophone aux États-Unis) poste la captation sur les réseaux sociaux...

Selon certaines sources, Sadouni SM aurait provoqué l'ire d'Eto'o en revenant sur le match Cameroun-Algérie du 29 mars dernier, confrontation à l'issue de laquelle des Algériens éliminés du Mondial avaient subodoré une corruption de l'arbitre Bakary Gassama... Dans une vidéo postée après l'agression de Doha, le youtubeur annonçait son intention de porter plainte contre l'ancien joueur de foot...

Source : Jeune Afrique





## Bélier (21 mars - 19 avril)

Il se pourrait bien que votre promotion tant attendue se matérialise ces jours-ci. Vos efforts portent leurs fruits. Vous avez bien mérité votre récompense, car vous avez travaillé dur pour arriver à vos fins.

Votre portefeuille se porte à merveille. Il est alimenté régulièrement par la providence et vous vous demandez peut-être à qui vous devez cette chance ! C'est Jupiter, le dieu du ciel dans la mythologie grecque qui vous apporte ses bienfaits.



## Taureau (20 avril - 19 mai)

Dans le travail la bonne ambiance gagne du terrain, vous êtes confiant. Aujourd'hui, aucune perturbation ne vient interférer dans vos plans ou dans votre planning. Il se peut que de nouvelles perspectives d'avenir vous soient proposées.

De belles récompenses vous tombent dessus, si vous êtes surpris et dubitatif au départ, très rapidement vous commencez à entrevoir une issue de secours favorable à vos difficultés d'argent. Cependant, agissez avec prudence en sécurisant votre futur.



## Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Vous pourriez commencer un nouveau travail, ou changer de poste au sein de la société pour laquelle vous travaillez, ou même avoir des nouveaux projets... Le trigone Mercure/Neptune vous apporte une vivacité d'esprit indispensable à votre réussite professionnelle.

Le trigone Jupiter/Uranus aidé par la conjonction à Vénus favorise grandement le domaine de vos finances. Associé à Mars dans le domaine du travail, il y a de grandes chances pour que celles-ci se trouvent augmentées, sans doute grâce à votre travail !



## Cancer (21 juin - 21 juillet)

La chance peut se faire avec un collègue. Il peut vous donner un coup de pouce totalement inattendu. Ce nouveau poste pourrait être très différent du poste actuel. Osez faire ce changement. Vous ne le regretterez pas. Il peut vous ouvrir un autre horizon.

Le budget est à étudier avec parcimonie. Vous devez faire attention à vos excès. Des coups de coeur sur des articles ou des produits peuvent vous revenir assez cher. Des produits haut de gamme pour la nourriture ou un restaurant peut entraîner des frais.



## Lion (22 juillet - 23 août)

Avec cette opposition Uranus/Mars, il se peut que vous ayez envie de vous révolter contre des agissements qui ne vous conviennent pas. Il faudra essayer de trouver une manière très diplomate de le dire afin de ne pas froisser vos collaborateurs.

Les choses sont en gestation en ce qui concerne vos rentrées d'argent. C'est comme une soupe qui mijote. Il lui faut un certain temps de cuisson. En attendant, vous vous inquiétez un peu et vous vous demandez ce qui se passe.



## Vierge (23 août - 23 septembre)

Des attentes différentes et des envies de nouveauté, vous êtes porté par une énergie dynamisante. Vos choix se dirigent vers de nouvelles activités lucratives, aujourd'hui vous testez des jobs et des pistes différentes. Vous tentez et vous osez !

Dépenser votre argent sans compter, vous en connaissez les risques, de ce fait, vous préférez vous montrer prévoyant en choisissant de ne pas jeter l'argent par les fenêtres. Vos proches saluent vos initiatives courageuses. Vous pensez au futur.



## Balance (23 septembre - 22 octobre)

Au travail, vos idées font l'admiration de vos collègues. Vous pourriez recevoir une nouvelle, qui changerait votre routine quotidienne. Peut-être une promotion ? Quoi qu'il en soit, de nouveaux horizons pourraient voir le jour, et avec eux, de bonnes surprises.

De très bonnes perspectives pourraient se produire dans le domaine de vos finances. Le trigone Uranus/Vénus en est la cause. La vente tant attendue d'un bien immobilier pourrait se produire, et avec elle une belle rentrée d'argent que vous n'attendiez plus !



## Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

L'activité en cours demande de collaborer avec des personnes peu scrupuleuses. Du laisser-aller ou des erreurs professionnelles peuvent ralentir vos tâches. Une légère contrariété se fait sentir. De la mauvaise foi pourrait provenir d'un collaborateur.

Les questions du budget sont au coeur de vos préoccupations. Elles le sont pour la bonne cause, face à des projets. Vous désirez investir dans de la décoration ou changer la disposition de votre mobilier. Cette démarche encourage votre envie d'économiser.



## Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Les astres vous sont extrêmement favorables en ce qui concerne votre activité professionnelle. De bonnes nouvelles peuvent arriver et des libérations de situations difficiles peuvent avoir lieu. La journée sera sûrement riche à tous points de vue et changera votre quotidien à l'avenir.

Avec Vénus qui représente aussi les valeurs, l'argent va arriver à point nommé pour vous permettre de mener à bien vos désirs d'expansion. Saturne en Capricorne pourrait bien vous donner des envies d'achat immobilier.



## Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Vous prenez une belle revanche professionnelle, vous n'êtes pas prêt de vous arrêter en si bon chemin. Vos projets tiennent la route, vous mettez toutes vos chances de votre côté pour pouvoir les réaliser au plus vite. Les astres vous protègent.

C'est une journée constructive qui vous attend, les finances sont à la hausse. Vous attendiez un retour à l'équilibre, le voici. Le secteur de l'argent est favorisé, si récemment vous avez fait des placements, vous recevez des gains inattendus.



## Verseau (20 janvier - 19 février)

Des transformations pourraient se produire dans votre travail, apportant avec elles des changements positifs et un total épanouissement. Ne laissez pas passer cette opportunité ! Cela vous apporterait ce sentiment de liberté auquel vous aspirez tant !

Vous êtes capable d'une grande lucidité concernant votre budget. De plus, l'aspect Neptune/Mercure vous apporte une grande intuition en ce moment. Vos choix sont judicieux concernant vos finances, vous gérez tout cela de manière intelligente.



## Poisson (19 février - 21 mars)

Une démarche est amorcée pour changer d'activité. Ce cap pourrait entraîner une mutation. Une nouvelle carrière est en marche. Elle réclame un bilan de compétence. Prenez la peine d'étudier votre projet professionnel. Votre avenir en dépend entièrement.

Gardez le maximum de budget. Le conseil est la sagesse, car les frais sont importants. Ils peuvent vous amputer l'argent réservé aux loisirs. Vous savez qu'il est préférable de rogner sur les économies. Privilégiez la récupération ou les bonnes affaires.





L'information est l'oxygène des temps modernes

# Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS

Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ... n'hésitez pas, contactez nous au :

# 70 44 22 23